

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 24/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (1)

SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE (2)

Lieu-dit Roc de l'Ayre
34330 Fraisse-sur-Agout

Références : UD34/H5/CI/2023/052

Codes AIOT : 0006606061 (Roc de l'Ayre 1) - 0006605586 (Roc de l'Ayre 2)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 sur les PARCS EOLIENS DE ROC DE L'AYRE (1) et (2) implantés Lieu-dit Roc de l'Ayre (1) 34330 Fraisse-sur-Agout. L'inspection a été annoncée le 20/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives aux établissements sont les suivantes :

- SAS PARC EOLIEN DE ROC DE L'AYRE
- Lieu-dit Roc de l'Ayre 34330 Fraisse-sur-Agout
- Codes AIOT : 0006606061 (Roc de l'Ayre 1) - 0006605586 (Roc de l'Ayre 2)
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Parc éolien de Roc de l'Ayre, filiale d'EDF Renouvelables France exploite depuis 2013 les 2 parcs éoliens de Roc de l'Ayre situés sur la commune de Fraisse-sur-Agout (34), dans le Parc Naturel Régional du Haut-Languedoc.

Ces 2 parcs disposent d'un permis de construire (PC) délivré par arrêté préfectoral du 30/08/2006 à la société SIIF ENERGIES France et transféré à la SAS Parc Eolien du Roc de l'Ayre par arrêté du 27/08/12.

Le parc éolien Roc de l'Ayre 1 est composé de 2 éoliennes.

Le parc Roc de L'Ayre 2 est composé de 3 éoliennes.

Les éoliennes sont numérotées de E6 à E10. Leur puissance unitaire est de 2,3 MW. Leur hauteur en bout de pale est de 64 mètres et le diamètre de leur rotor est de 71 mètres.

Des mesures de bridage en faveur des chiroptères sont mises en place sur ces 2 parcs depuis 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration des données techniques des parcs
- Suivi environnemental
- Exploitation des installations
- Accessibilité aux sites

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration des données techniques de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Exploitation des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra effectuer en 2024 un nouveau suivi environnemental prenant en compte les remarques formulées par l'inspection.

En outre, il mettra en place les mesures organisationnelles nécessaires afin de respecter la périodicité requise pour les opérations de maintenance et les contrôles de sécurité des installations.

L'exploitant devra aussi démontrer qu'en cas de détection d'un incendie, les procédures d'urgence sont mises en place dans un délai maximal de 60 minutes.

Concernant l'affichage des informations sur site, l'exploitant veillera à remplacer ou rendre visibles les panneaux et pictogrammes qui le nécessitent.

Le chemin d'accès aux aérogénérateurs devra être rendu praticable pour les engins de secours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques de l'installation
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2, point I
Thème(s) : Autre, OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste (s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : Une déclaration commune a été faite pour les 2 parcs Roc de l'Ayre.
Observations : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant - fera une déclaration par parc (une déclaration pour l'AIOT n°0006606061 et une déclaration pour l'AIOT n°0006605586) - s'assurera que le numéro d'identification des éoliennes sur site est identique à celui généré à l'issue de la déclaration OREOL (cf. Article 14 de l'arrêté ministériel du 26/08/11).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suivi environnemental
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Rapport de suivi et déclaration sur DEPOBIO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. /.../</p> <p><u>A noter, version en vigueur du 28 août 2011 au 01 juillet 2020 :</u></p> <p>"Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation puis une fois tous les dix ans, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p> <p>Lorsqu'un protocole de suivi environnemental est reconnu par le ministre chargé des installations classées, le suivi mis en place par l'exploitant est conforme à ce protocole. Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p>Constats :</p> <p>Le parc éolien de Roc de l'Ayre a été mis en service le 1er Janvier 2013. De ce fait, un suivi de la mortalité a été réalisé en 2015. Le suivi environnemental des 10 ans d'exploitation du parc éolien a été réalisé en 2022.</p> <p>Le protocole utilisé en 2015 et 2022 a été le suivant :</p> <p>Suivi du 1er avril au 31 octobre avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 passage par semaine et par éolienne du 1er avril au 15 août - 2 passages par semaine et par éolienne du 15 août au 31 octobre : l'exploitant a indiqué que cette période automnale est la plus à risque (envols juvéniles) d'après la bibliographie scientifique. <p>Le rapport de suivi 2022 (version du 13 juillet 2023) a été transmis.</p> <p>Le suivi a été réalisé par le bureau d'étude SYNERGIS Environnement selon le protocole national 2018. Au total, 42 sorties ont été être effectuées.</p> <p>8 cas de mortalité ont été constatés dont 3 chiroptères (2 pipistrelles communes, une pipistrelle indéterminée ; enjeux modérés pour ces 3 espèces) et 5 oiseaux (Échasse blanche, Corneille noire, Fauvette à tête noire, Martinet noir, et un oiseau indéterminé ; enjeu modéré pour l'Echasse blanche).</p>

La mortalité réelle supposée est de l'ordre de 19 oiseaux et de 11 chauves-souris sur la saison de suivi. Le rapport de suivi indique que la proximité des boisements et des haies avec de nombreuses éoliennes ainsi que la présence de corridors écologiques dans l'air d'étude éloignée peuvent expliquer ces chiffres.

La DREAL relève les points suivants :

- Absence d'information sur le PNA Vautour moine : d'après les données disponibles, le parc est situé au sein de ce PNA.
- Absence de suivi hivernal injustifié (présence de rapaces sédentaires : Aigles royaux, Grand-Duc, Busard St Martin, Buse, certains Faucons, Vautour, Epervier, etc).
- Surfaces prospectées en moyenne très faibles : < 50 % du standard de 1 ha (du fait taux de boisement ou végétation haute non entretenue). Ce biais est relevé par le bureau d'études lui-même.
- Leurres artificiels utilisés pour l'estimation du taux de détection inadéquats : leurres en plastique ailes ouvertes, vivement colorés pour certains, qui risquent de faire surestimer les taux de détection réels.
- Précision faible pour l'identification des espèces. En outre, ce bureau d'étude ne semble pas disposer d'une dérogation pour le transport de cadavres. Il ne peut donc pas stocker les cadavres pour vérification ultérieure.

A noter que depuis l'année 2023, un bridage en faveur des chiroptères est effectif sur le parc pour des vitesses de vent inférieures à 5m/s et des températures supérieures à 10°C du 01/04 au 15/11. Le suivi pour l'année 2023 permettra de vérifier l'efficacité de ce bridage.

Les données brutes environnementales pour les années 2015 et 2022 ont bien été téléversées.

L'exploitant a par ailleurs remis le registre de la mortalité.

Observations :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant complètera le suivi 2002 :

- en ajoutant le cas du PNA Vautour moine. Le cas échéant, les cartographies seront modifiées ;
- en caractérisant l'impact sur l'avifaune (significatif ou non ?).

L'exploitant devra réaliser un suivi de la mortalité pour l'année 2024 :

- en élargissant la durée du suivi sur l'année (prise en compte de la période hivernale de novembre à mars) ;
- en étudiant la possibilité d'augmenter la surface prospectable : diminution des zones embroussaillées par exemple ;
- en utilisant des leurres plus adaptés pour les tests de détection ;
- en prenant les dispositions nécessaires pour assurer une meilleure identification des espèces découvertes par le bureau d'études.

Lors de la transmission des prochains rapports de suivis (à partir du suivi réalisé en 2023), l'exploitant fournira son plan d'actions pour l'année à venir au regard des recommandations formulées par le bureau d'études. Si des préconisations du bureau d'études ne sont pas suivies, l'exploitant le justifie dans ce plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Exploitation des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêt des éoliennes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : /.../ Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. /.../
Constats : La mise à l'arrêt et la mise à l'arrêt d'urgence sont contrôlées lors de la maintenance principale et quadriennale. Pour les 2 dernières années, ces tests ont été réalisés aux dates suivantes : - Eolienne référencée n° 783492 : 11/08/22, date non retrouvée pour 2023 - Eolienne n° 783493 : 04/03/22, 17/03/23 - Eolienne n° 783494 : 10/03/22, 20/04/23 - Eolienne n° 783495 : 16/03/22, 05/04/23 (lors de cette maintenance, un défaut est relevé sur un bouton d'arrêt d'urgence) - Eolienne n° 783496 : 24/03/22, 24/03/23 La périodicité de contrôle inférieure à un an n'est pas toujours respectée. Le test de survitesse est réalisé lors d'une maintenance spécifique ("maintenance vent"). Pour les 2 dernières années, ce test a été réalisé aux dates suivantes : - Eolienne référencée n° 783492 : 26/01/22, 03/04/23 - Eolienne n° 783493 : 22/08/22, 24/08/23 - Eolienne n° 783494 : 30/09/22, 28/08/23 - Eolienne n° 783495 : 23/09/22, 30/08/23 - Eolienne n° 783496 : 25/07/22, juillet 2023 (rapport de maintenance à venir) La périodicité de contrôle inférieure à un an n'est pas toujours respectée. Les résultats de ces tests sont consignés dans les rapports de maintenance. Hormis le défaut constaté sur un bouton d'arrêt d'urgence pour une éolienne, les derniers tests réalisés ne relèvent pas d'anomalies.
Observations : 1/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra le rapport de maintenance principale ou quadriennale réalisée en 2023 sur l'éolienne référencée n°783492 ainsi que le rapport de "maintenance vent" réalisée en 2023 sur l'éolienne n°783496. 2/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant justifiera de la réparation du bouton d'arrêt d'urgence dans l'éolienne n° 783495. 3/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant présentera les mesures organisationnelles mises en place pour respecter la périodicité inférieure à 1 an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et fixations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>Constats :</p> <p>I. L'inspection a vérifié le contrôle des brides de fixation des pales (points de contrôles ENERCON n°177 à 179). Ce contrôle est effectué dans le cadre de la maintenance principale ou quadriennale (lissage sur 3 ans) d'après les documents « Annexe 5 ICPE maintenance principale 2023 » et « Annexe 6 - ICPE maintenance quadriennale 2023 ». Pour l'éolienne n° 783495, le rapport de maintenance 2023 relève un défaut au niveau des raccords vissés de la pale B.</p> <p>II. Trois types d'inspections des pales sont réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - inspection visuelle lors de chaque maintenance. Elle est réalisée lors des maintenances préventives principales ou de graissage ; - inspection par télescope tous les 2 ans ; - jusqu'en 2021, inspection de l'intérieur des pales tous les 4 ans. <p>Une maintenance des pales d'une durée d'une semaine est prévue en moyenne au bout de 9 ans, affinée à l'aide des résultats des inspections.</p> <p>Les inspections des pales ont été réalisées aux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - éolienne n° 783492 : 26/10/21 (télescope) ; 11/08/22 (cf. rapport de maintenance principale) ; 04/04/23 (cf rapport de maintenance graissage) - éolienne n° 783493 : 05/10/21 ; 26/10/21 (télescope) ; 30/08/22 ; 10/03/23 - éolienne n° 783494 : 26/10/21 (télescope) ; 21/09/22 ; 20/04/23 (d'après le rapport de maintenance mais 11/05/23 dans le registre de maintenance) - éolienne n° 783495 : 26/10/21 (télescope) ; 22/09/22 ; 05/04/23 - éolienne n° 783496 : 26/10/21 (télescope) ; 01/09/22 ; 24/04/23 <p>La périodicité inférieure à 6 mois n'est pas respectée.</p> <p>Dans les rapports de contrôles des pales par télescope du 26/10/21, les constats relevés sont classés en priorité 4, c'est-à-dire qu'ils sont notés à titre d'information.</p> <p>Les rapports de maintenance principale ou de graissage 2023 ne relèvent pas de défaut constaté lors de l'inspection visuelle des pales.</p> <p>Observations :</p> <p>1/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant précisera l'action corrective appliquée pour les raccords de la pale B.</p> <p>2/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant fournira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document « Stratégie de suivi des pales » d'ENERCON mis à jour : si l'inspection de l'intérieur des pales n'est plus réalisée, ce point doit être supprimé. - les dates et les rapports de maintenance des pales (maintenance 9 ans). Le cas échéant, l'exploitant justifiera l'absence de maintenance des pales. <p>3/ 3/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant présentera les mesures organisationnelles mises en place pour respecter la périodicité inférieure à 6 mois.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Exploitation des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maintenance est réalisée sur les éoliennes par ENERCON.</p> <p>EDF RE effectue la maintenance sur le reste du parc, y compris le poste de livraison.</p> <p>Les éoliennes installées sur le parc sont des modèles E70-E4 (cs82a).</p> <p>Plusieurs manuels de référence, rédigés en français, décrivent le contenu des différentes maintenance à réaliser pour ce type d'éoliennes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Description technique, Graissage d'entretien » du 17/01/2017 - « Description technique, Maintenance dépendante du vent » du 27/09/2022 - « Manuel d'opération, Éolienne ENERCON, E-70 E4 / 2300 kW » du 06/06/2011 - « Description technique, Maintenance principale, Éolienne E-70 E4 (CS82a) » du 11/12/18 - « Description technique, Maintenance quadriennale, Éolienne E-70 E4 (CS82a) du 12/12/18 <p>Le manuel d'opérations indique en pages 173 et suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "Opérations de maintenance à réaliser une fois par an : inspection visuelle, graissage d'entretien, maintenance électrique, maintenance mécanique" - "Ces opérations de maintenance ne doivent pas être effectuées groupées, mais elles doivent être réparties sur l'année, tous les 3 mois. De cette manière, chaque éolienne est ainsi contrôlée tous les trois mois, ce qui permet de détecter plus rapidement les éventuelles irrégularités." <p>Les dates de réalisation de ces opérations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - éolienne n° 783492 : 26/01/22 (maintenance vent et graissage) ; 11/08/22 (maintenance principale) ; 03/04/23 (maintenance vent) ; 04/04/23 (graissage) - éolienne n° 783493 : 04/03/22 (maintenance principale) ; 29/08/22 (maintenance vent) ; 30/08/22 (graissage) ; 17/03/23 (maintenance principale) - éolienne n° 783494 : 10/03/22 (maintenance principale) ; 21/09/22 (graissage) ; 30/09/22 (maintenance vent) ; 11/05/23 (maintenance principale) - éolienne n° 783495 : 16/03/22 (maintenance principale) ; 22/09/22 (graissage) ; 23/09/22 (maintenance vent) ; 22/06/23 (maintenance principale) - éolienne n° 783496 : 24/03/22 (maintenance principale) ; 25/07/22 (maintenance vent) ; 01/09/22 (graissage) ; 22/06/23 (maintenance principale) <p>Le registre de maintenance des éoliennes est tenu en ligne par la société ENERCON.</p>
<p>Observations :</p> <p>1 / Dans un délai de 3 mois, l'exploitant remettra le manuel de maintenance du poste de livraison et le registre de maintenance associé.</p> <p>2/ La périodicité des 3 mois pour la réalisation des différentes opérations de maintenance n'est pas respectée contrairement aux spécifications du manuel d'opération du 06/06/11. Dans un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera ce choix.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Exploitation des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'un fonctionnement anormal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document établi par EDF RE « Consignes et procédures pour répondre aux prescriptions de l'article 22 de l'arrêté du 26 août 2011, modifié par l'arrêté du 22 juin 2020 » du 16/12/20 dans sa version 1. Ce document rappelle les délais réglementaires fixés à l'article 23 de l'arrêté ministériel. La DREAL rappelle à l'exploitant qu'il existe une version plus récente de ces consignes. - le document d'ENERCON du 25/11/20 « Réactions préconisées par Enercon pour la mise en sécurité des installations ». La DREAL constate que ce document ne comporte pas d'information sur les délais requis pour la mise à l'arrêt d'urgence ou l'alerte aux services d'urgence. <p><u>Détection d'un incendie :</u></p> <p>Le jour de l'inspection, la société ENERCON a indiqué qu'il existe 3 détecteurs de fumées par éolienne.</p> <p>Le manuel d'opérations E70 indique en page 117 : « Les détecteurs de fumée et/ou les capteurs de température émettent des signaux qui sont immédiatement transmis au Service ENERCON par le système de surveillance à distance SCADA (voir Chap. 5.14, p. 102) qui alerte alors les pompiers ainsi que le distributeur d'électricité qui exploite le réseau électrique. Ces derniers décident sur place des actions à entreprendre. »</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'en cas de détection de fumées, un mail est envoyé automatiquement au centre de supervision européen d'EDF RE. Le test d'envoi du mail automatique est réalisé une fois par an.</p> <p>Le document ENERCON « Liste des SIS » indique, quant à lui, que le capteur de fumée arrête automatiquement les éoliennes.</p> <p>Il apparaît donc une incohérence sur l'arrêt automatique des éoliennes en cas d'incendie entre les différents documents d'ENERCON.</p> <p>Le détecteur de fumées en nacelle est vérifié annuellement lors des opérations de maintenance principale (point de contrôle n°45).</p> <p><u>Détection d'une survitesse :</u></p> <p>Le manuel d'opérations E70 définit en page 183 :</p> <p>« Overspeed switch (capteur de survitesse) : Commutateur mécanique qui se déclenche en cas de force centrifuge élevée due à la survitesse de l'unité rotor et qui provoque un arrêt d'urgence de l'éolienne. Remarque : il s'agit d'un dispositif de protection supplémentaire qui ne s'active qu'en cas de panne du réglage des pales servant à la régulation de la vitesse suite à un défaut. »</p> <p>L'arrêt d'urgence est donc enclenché automatique en cas de détection de survitesse d'un aérogénérateur.</p>

Les capteurs de survitesse sont vérifiés annuellement (cf. fiche n°3).
L'exploitant a remis le compte-rendu d'un exercice de situation d'urgence effectué avec le SDIS sur le parc de Villesèques-des-Corbières en mai 2023 ainsi que la convention associée. Ce parc est constitué des mêmes modèles d'éoliennes (E70-E4 2.3 MW). Ce type d'exercices est organisé une fois par an à l'échelle régionale avec le GRIMP (Groupement de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux du SDIS) par modèle de turbine (ici E70 E4), selon un scénario de situation d'urgence pré-défini (évacuation de victime, incendie, survitesse etc). Ces exercices permettent à EDF RE de s'assurer du respect des délais de mise en œuvre des procédures d'urgence.
Observations : 1/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant indiquera s'il y a bien arrêt automatique de l'éolienne en cas de détection d'un incendie. Dans ce cas, le manuel d'opérations E70 devra être mis en cohérence. Dans le cas contraire, il justifiera du respect du délai réglementaire de 60 min pour la mise à l'arrêt d'urgence. 2/ Dans un délai d'un mois, l'exploitant précisera les références des points de contrôles des détecteurs de fumées (hors nacelle) par éolienne. Le cas échéant, il transmettra les rapports de contrôles 2023 de ces détecteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Exploitation des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »
Constats : Le panneau placé à l'entrée du parc a disparu. Le panneau situé au centre du parc est caché par la végétation. Le pictogramme « défense d'entrer » de l'éolienne E10 est partiellement effacé et le pictogramme relatif au port des EPI a disparu.
Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant : - remplacera le panneau d'entrée du parc, - veillera à rendre visible le panneau situé au centre du parc, - le cas échéant, apposera de nouveaux pictogrammes sur les éoliennes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Exploitation des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Intérieur des installations (bas du mât)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'entrée de l'éolienne E6 a été vérifiée. L'intérieur est propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Accessibilité au site
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Accessibilité au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords de l'installation sont en bon état de propreté. A certains endroits, la voie d'accès au site est moins facilement accessible pour des engins de secours.
Observations : Dans un délai d'un mois, l'exploitant procédera à la réfection des zones dégradées du chemin d'accès aux aérogénérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois